



Communiqué de Presse

Paris, le 17 mars 2021

Pas convaincue par l'opération de communication gouvernementale, l'interfédérale s'adresse à la Commission européenne et réitère sa demande de mise en place d'une commission sur l'avenir d'EDF

Le Gouvernement vient de recevoir tour à tour les fédérations syndicales pour leur indiquer être proche d'un accord avec la Commission européenne, accord sur les principes alors que sur les détails où les négociations se poursuivent, rien n'est fait. En l'absence totale de dossier, l'interfédérale dénonce le flou entourant plus que jamais ce projet, et les déclarations contradictoires de ses différents protagonistes.

Face à l'inconsistance de la communication gouvernementale qui ne trompe personne, l'interfédérale, plus soudée que jamais, a décidé d'à nouveau solliciter la Commission européenne pour tenter de démêler le vrai du faux.

Comme la Direction de la Concurrence (DG COMP) nous l'a déjà indiqué en janvier, c'est la perspective de financements croisés entre entités régulées et non régulées du montage prévu par le projet Hercule qui lui poserait des problèmes. Ces financements croisés imaginés par les promoteurs du projet Hercule sont pourtant des lignes rouges pour la Commission car contraires au Traité de l'Union Européenne. Il faut alors comprendre dans la stratégie du Gouvernement français la volonté d'optimiser la valeur de l'entité Verte dont l'introduction en bourse, comme chacun l'a désormais compris, est la seule véritable finalité du projet Hercule, pour le plus grand bonheur des banques d'affaires.

Dès lors, l'interfédérale comprend mieux la précipitation du Gouvernement à vouloir découper EDF sans attendre d'avoir obtenu une meilleure rémunération du parc nucléaire, contrairement à tous les engagements pris depuis deux ans par les initiateurs du projet Hercule. Quant à la promesse de non-privatisation de l'entité Verte, l'interfédérale n'oublie pas les multiples engagements précédents, dont celui de Gaz de France.

Le Gouvernement reste tout aussi évasif sur les projets du nouveau nucléaire en France, reportant à de futures discussions avec la Commission son financement. Pourtant, si le projet Hercule n'apporte aucune réponse à ce sujet majeur, quel est l'intérêt du projet et de son calendrier précipité ?

Même si les négociations avec la Commission européenne devaient échouer, avec un projet Hercule dès l'origine euro-incompatible, l'interfédérale demande au Gouvernement de ne pas rester les bras croisés car il porte une lourde responsabilité dans les problèmes actuels d'EDF et peut agir même sans Hercule.

Le Gouvernement doit donc abandonner ce projet et assurer réellement l'avenir d'EDF et du service public. C'est dans ce cadre que l'interfédérale se tient à son entière disposition pour bâtir l'avenir d'EDF en construisant les alternatives au projet Hercule auxquelles la Ministre Pompili a elle-même ouvert la porte le 4 février dernier. Elle réitère donc la demande qu'elle a formulée auprès du Président de la République de mettre en place une commission sur l'avenir d'EDF. Cette commission permettrait d'ouvrir, sous l'égide du Haut-Commissaire au Plan, une concertation ouverte, transparente et sincère, associant toutes les parties prenantes et où chacun jouerait cartes sur table et pourrait faire connaître son bilan de la dérèglementation puis faire des propositions pour l'avenir du service public.

Cette commission sur l'avenir d'EDF est d'autant plus importante que l'avenir du système électrique français impose de réfléchir aux moyens de financer à moindre coût les investissements massifs dont il a besoin dans les 30 prochaines années pour réussir la neutralité carbone du pays, assurer la sûreté du système électrique, garantir la souveraineté énergétique et conforter le service public de l'énergie.